

Etat de guerre dans les cités à Marseille : jusqu'à quand ?

par **Alain FOUREST**

Alain FOUREST Consultant en gestion urbaine Chargé de mission dans les
XIII et XIV arrondissements de Marseille de 1979 à 1982

Responsable national de la Politique de la ville sous l'autorité du Premier
Ministre de 1982 à 1986



C'est ce que chacun de nous constate en voyant les images de CRS et gendarmes mobiles lourdement équipés et armés, dans les cités de Marseille et en entendant les propos guerriers du Ministre de l'intérieur approuvés par les élus de droite comme de gauche et, sans doute dans un premier temps, par une partie des habitants concernés. En venir à de telles mesures d'exception pour protéger les habitants est le signe d'un échec politique radicale dont il serait irresponsable de se féliciter comme certains le proclament. Cet échec aux conséquences dramatiques, nous le dénonçons sans relâche depuis de nombreuses années sans être hélas entendu.

La mémoire courte:

En 1980, Lahouari Ben Mohamed, jeune habitant de 17 ans de la cité des Flamants était tué par un CRS lors d'un contrôle devant le Théâtre du Merlan. Cette bavure policière précédée et suivie par d'autres avait été à l'origine d'une mobilisation des habitants, las d'être abandonnés et pris pour cibles. Le maire Gaston DEFFERRE ayant pris la mesure du désarroi des habitants des cités, les quartiers nord de Marseille avaient alors servi, en quelque sorte, de laboratoire de la politique de la ville, engagée avec vigueur et lucidité par François Mitterrand sous la responsabilité d'Hubert Dubedout.

Après quelques premiers résultats grâce aux moyens mis en œuvre pour regagner la confiance des habitants et les considérer comme des marseillais à part entière, la routine bureaucratique et les préoccupations électoralistes ont vite repris le dessus. La disparition prématurée de DEFFERRE a sonné le glas à Marseille de cette politique qui s'est bientôt réduite à un cache-misère et une manipulation à des fins électorales comme le montre le procès en cours de l'élue qui avait la main sur ce dossier au Conseil Régional.

1

Une irresponsabilité largement partagée

Trente ans de promesse non tenues et de projets sans lendemain ont laissé le champ libre à toutes les dérives que l'on constate aujourd'hui. Le chômage endémique de la grande majorité de la jeunesse des cités a conduit au développement de la débrouille pour survivre puis de la délinquance jusqu'à la grande criminalité pilotée de l'extérieur par des caïds en tout genre.

La succession des règlements de compte depuis quelques mois dans l'ensemble de la ville attire à nouveau l'attention et le gouvernement semble avoir pris la mesure des dangers en nommant une Préfete. Mais qu'en est-il de la responsabilité des élus et du maire de Marseille qui depuis vingt ans reste sourd aux cris d'alerte lancé par les acteurs et militants de terrain ?

Pour retrouver la paix.

La nécessaire démonstration de force ne saurait durer sans conduire à des dérives aux conséquences imprévisibles. Non, tous les habitants et tous les jeunes des cités populaires de Marseille ne sont pas des voyous ou des délinquants en puissance.

Il faut, des maintenant, renouer la dialogue et redonner un peu d'espoir à tous ceux, et ils sont nombreux, qui cherchent à vivre en paix et sont fiers d'être marseillais. L'ensemble des moyens publics, sous le pilotage de l'Etat, doivent être mobilisés sans délai pour construire une paix durable. Une équipe de professionnels aguerris et dotés de pouvoirs réels doit être désignée d'urgence. Après trente ans d'abandon, la tâche sera longue et semée d'embûches, les Kalach' n'arrêteront pas du jour au lendemain leur sinistre massacre.

Les Marseillais sont-ils prêts à payer le prix d'une telle mobilisation ou préféreront-ils fermer les yeux et se boucher les oreilles en attend les prochaines déflagrations tout en participant aux réjouissances proposées par la capitale européenne de la culture ?

Marseille le 17 mars 2013